**843 Les envoyés très spéciaux de la diplomatie américaine pour « évangéliser » l’Europe**

Sous couvert de défendre une liberté d’expression prétendument menacée, deux représentants du département d’État américain ont multiplié, ces derniers mois, les rencontres sur le Vieux Continent. Notamment en France, avec le RN. Par Olivier Faye. 18-07-2025 à 05h00, modifié à 15h56



Les deux diplomates tendent leurs cartes de visite ornées d’un aigle doré, symbole du département d’État, le ministère des affaires étrangères américain. Le premier paraît candide avec son sourire de frais diplômé de l’université du Texas et son costume apprêté, mais il est déjà un senior advisor, conseiller jouissant d’une marge de manœuvre importante. Le second, lunettes et raie sur le côté, porte le titre de directeur des affaires européennes et eurasiatiques.

Samuel D. Samson et Christopher J. Anderson travaillent tous deux au sein du bureau de la démocratie, des droits de l’homme et du travail, une branche du département d’État créée en 1977 pour « ***aider à faire progresser la liberté individuelle et les libertés démocratiques dans le monde*** » (c’est en tout cas ce qui est écrit sur son site). Ils sont en réalité le bras armé d’une opération d’ingérence menée sur le Vieux Continent par l’administration Trump, au nom d’une prétendue défense de la liberté d’expression.

Ce 28 mai, les deux diplomates ont sollicité une entrevue, à Paris, avec trois membres de la direction de Reporters sans frontières (RSF), une ONG spécialisée dans la défense de la liberté de la presse. La rencontre a été organisée par l’ambassade des Etats-Unis. RSF, association bien connue outre-Atlantique, leur apparaît comme l’interlocuteur idéal dans le cadre de l’enquête qu’ils mènent en Europe de l’Ouest, où la liberté d’expression serait « en recul » à en croire le discours prononcé en février, à Munich, par le vice-président américain, J. D. Vance.

La réunion se tend rapidement. Les envoyés spéciaux s’emmêlent dans les concepts – liberté d’expression, liberté de la presse – et ne parviennent pas à expliquer en quoi la France bâillonnerait ses opposants internes. Leur seul exemple de « répression » est la condamnation de Marine Le Pen, en avril, à deux ans de prison ferme et cinq ans d’inéligibilité pour détournement de fonds publics…

**Démarche « idéologique »**

Les dirigeants de Reporters sans frontières se demandent s’ils ne participent pas à une farce lorsqu’un parallèle est dressé avec la Corée du Nord. « Je pense que nous avons plus de raisons de nous inquiéter pour la liberté d’expression aux Etats-Unis qu’en Europe », leur répond l’éditorialiste de France Inter Pierre Haski, président du conseil d’administration de Reporters sans frontières.

L’organisation a documenté l’hostilité envers la presse du président américain, Donald Trump, qui est allé jusqu’à restreindre l’accès à la Maison Blanche de l’agence de presse Associated Press (AP) simplement parce qu’elle refuse d’utiliser l’expression « golfe d’Amérique » pour parler du golfe du Mexique. Les deux diplomates s’en vont sans rancune. Ils n’étaient pas venus enquêter, mais évangéliser. « Leur démarche était clairement idéologique », commente Pierre Haski, qui refuse de s’étendre plus longuement sur une réunion censée rester confidentielle.

Samuel D. Samson et Christopher J. Anderson ont profité de ce séjour en France pour rencontrer la force la plus à même d’épouser leur agenda civilisationnel et anti-immigration : le Rassemblement national (RN). L’information, révélée par l’agence Reuters, a été confirmée à M Le magazine du Monde de source diplomatique américaine. Les noms de leurs interlocuteurs côté RN ne sont pas connus, mais ni Marine Le Pen (victime d’une « chasse aux sorcières » en vue de la présidentielle de 2027, selon Trump) ni le président du parti, Jordan Bardella, n’auraient participé à cette réunion. Le RN n’a pas donné suite à nos sollicitations.

Selon le média Politico, qui cite deux sources anonymes au sein du département d’Etat, Samuel D. Samson aurait suggéré à sa hiérarchie de contribuer financièrement au combat du parti lepéniste. Le département d’Etat dément l’information. Un porte-parole nous assure néanmoins que les Etats-Unis soutiennent la tenue d’élections « libres et justes » partout dans le monde, y compris en France. Une manière de faire savoir que le sort de Marine Le Pen les intéresse de près.

**Chantage au visa**

Avant de venir à Paris, Samuel D. Samson et Christopher J. Anderson s’étaient déjà rendus, en mars, au Royaume-Uni. Là-bas, ils ont notamment questionné l’Ofcom, autorité de régulation des médias et du numérique, sur sa politique de contrôle des réseaux sociaux. Le pays se trouve dans le viseur de J. D. Vance, qui avait dénoncé, fin février, lors d’une rencontre à la Maison Blanche avec le premier ministre britannique, Keir Starmer, des « violations » de la liberté d’expression.

Le vice-président des Etats-Unis s’agace en particulier de ce que les entreprises américaines de la tech soient obligées de modérer les contenus publiés sur leurs plateformes. L’enjeu est majeur au Royaume-Uni, où les émeutes racistes de l’été 2024 ont été largement alimentées par les réseaux sociaux. Mais toute volonté d’empêcher la diffusion de fausses informations ou des incitations à la haine raciale est assimilée à de la censure du côté de Washington.

Il ne faut dès lors pas s’étonner de retrouver Samuel D. Samson et Christopher J. Anderson, le 30 mai, à Dublin, dans les bureaux du Coimisiún na Meán, le régulateur des médias en Irlande. Le pays, siège de nombreuses sociétés américaines de la tech en raison de sa fiscalité avantageuse, occupe une position stratégique en Europe. Officiellement, les deux diplomates « n’ont pas cherché à apporter de modifications à quelque aspect de notre travail réglementaire lors de cette réunion, ni exprimé de préoccupations à ce sujet », affirme une porte-parole du Coimisiún na Meán. Ils n’étaient pas là pour ça. Les deux acolytes voulaient se plaindre du Digital Services Act (DSA) mis en place par l’Union européenne, en 2023, afin de forcer les géants du Web à réguler leurs contenus.

Selon l’Eriugena Review, une publication universitaire irlandaise, les deux hommes auraient pratiqué un chantage au visa contre les officiels qui se risqueraient à imposer des amendes aux entreprises américaines enfreignant le DSA. Une application de la politique annoncée, le 28 mai, par le secrétaire d’Etat américain, Marco Rubio, qui menace désormais de restrictions dans la délivrance de visas tout étranger « responsable de censure » contre des ressortissants américains.

**Stratégie assumée**

Ce travail de sape consiste également à soutenir des voix perçues comme dissidentes sur le Vieux Continent. Lors de son discours de Munich, J. D. Vance avait dénoncé l’interpellation par la police britannique de militants antiavortement coupables de manifester à proximité de cliniques pratiquant l’IVG. Samuel D. Samson et Christopher J. Anderson ont donc profité de leur visite en Angleterre, en mars, pour rencontrer cinq de ces activistes lors d’un rendez-vous organisé par l’Alliance pour la défense de la liberté, un puissant lobby antiavortement.

« J’ai été écoutée et comprise, je me suis sentie soutenue, raconte Isabel Vaughan-Spruce, directrice de la Marche pour la vie au Royaume-Uni. Nos amis aux Etats-Unis essaient de nous aider et de dénoncer la censure que nous subissons. » L’ambassade des Etats-Unis à Londres a également organisé ces dernières semaines une réunion avec la Free Speech Union, un groupe de pression spécialisé dans la défense des personnes mises en cause pour des propos racistes ou transphobes sur les réseaux sociaux.

Cette intrusion dans les affaires européennes est le fruit d’une stratégie assumée. Le jeune Samuel D. Samson l’a explicitée, le 27 mai, dans un manifeste partagé sur le compte officiel du département d’Etat sur la plateforme Substack. Le texte décrit l’Europe comme « un foyer de censure numérique, de migrations massives, de restrictions à la liberté religieuse et de nombreuses autres atteintes à l’autonomie démocratique ».

Le diplomate, recruté en janvier dans la foulée de l’élection de Donald Trump, y déploie l’idéologie « postlibérale » en vogue dans certains réseaux de la droite américaine, dont J. D. Vance est la principale tête de pont. Un courant promouvant un État puissant au service d’une conception identitaire et religieuse des nations. Seules « des nations chrétiennes comme la Hongrie (…) injustement qualifiées de régimes autoritaires » trouvent grâce aux yeux de Samuel D. Samson. Le titre de son manifeste, « La nécessité d’alliés civilisationnels en Europe », résume l’ambition de la diplomatie américaine : favoriser des changements de régime sur le Vieux Continent.